

Déclaration signée de la société civile :

NOUS EXIGEONS UNE POLITIQUE SANS ÉNERGIE FOSSILE

[Rejoignez notre appel](#) pour une politique sans énergies fossiles et signez notre lettre.

Cher.e personne politique

Nous sommes dans une situation d'urgence climatique, créée par l'industrie des énergies fossiles. Nous exigeons une politique zéro fossile !

Des communautés sont déjà touchées par les impacts de la crise climatique, par des tempêtes, sécheresses et incendies record – en particulier dans les pays des Suds. Notre droit à une vie saine, à une nourriture de qualité et à des conditions de vie décentes est en danger pendant que quelques privilégiés mènent une vie de luxe.

Plus des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre anthropogéniques viennent d'une seule source : l'industrie des énergies fossiles. Afin de prévenir un cataclysme climatique, la grande majorité des réserves de charbon, pétrole et gaz doit rester dans le sol. Nous avons urgemment besoin d'une action globale pour démanteler l'industrie fossile et opérer une transition juste vers une énergie 100% renouvelable, qui priorise les travailleur.se.s et les communautés locales.

L'industrie fossile est l'un des secteurs les plus lucratifs de l'histoire – Shell, BP et ExxonMobil à eux seuls ont empoché près de 55 milliards de dollars en 2018.

Depuis des décennies, cette industrie a pollué notre politique pour protéger ses profits. Les entreprises fossiles ont essayé de nier la science sans relâche, et ont retardé, affaibli, et saboté toute action climatique – en pleine conscience que leur activité réchauffe la planète et détruit des communautés dans toute la chaîne de valeur. Leur modèle d'activité tue notre présent et notre futur.

Dans l'accord de Paris sur le climat, les gouvernements du monde se sont engagés à maintenir le réchauffement climatique en dessous des 1,5°C degrés. Mais depuis la signature de ces accords, les 5 plus grandes entreprises fossiles – Shell, BP, ExxonMobil, Total et Chevron – ont essayé de saboter cet objectif, et pour cela ont dépensé près d'un milliard de dollars en lobby et en publicité.

Ces stratégies de lobbying des entreprises a été tristement efficace : l'UE et les gouvernements européens continuent à fixer des limites d'émissions et des objectifs d'énergie renouvelable inadéquats, encourageant la consommation des énergies fossiles, en subventionnant de nouveaux gazoducs et centrales à charbon, et en continuant de promouvoir des fausses solutions.

Cela doit cesser. Des millions de jeunes ont pris la rue, se joignant à un mouvement global exigeant la justice climatique et un futur sans énergies fossiles. Nous ne pouvons plus laisser l'industrie fossile s'immiscer dans des processus de décisions démocratiques visant à stopper le chaos climatique, à réparer notre système énergétique et à protéger les peuples et la planète.

Pour avancer, nous devons nous assurer que nos politiques climatiques et d'énergie soient menées dans l'intérêt général. Nous avons besoin d'établir une séparation qui protège nos institutions démocratiques et nos prises de décision des interférences de l'industrie fossile, imitant ce qui a été fait contre les lobbyistes du tabac : plus de rendez-vous privés, de partenariat ou de collaboration.

Il nous faut une politique sans énergies fossiles – avant qu'il ne soit trop tard.

Nous appelons nos politiciens à être les champions d'une politique sans énergie fossile :

1) Mettre en place une séparation pour mettre fin à l'accès de l'industrie fossile aux prises de décision : plus de rendez-vous de lobby ; plus de sièges dans des groupes d'experts ou de conseil ; plus de rôle dans des instituts de recherche publics.

2) Eviter les conflits d'intérêt des décideur.se.s: plus de pantouflage entre le service public et l'industrie fossile ; plus d'activités parallèles ou d'affectation ; plus de contrats avec des consultants.

3) En finir avec le traitement de faveur réservé à l'industrie fossile : plus de place dans les négociations sur le climat ; plus de places dans des délégations gouvernementales aux négociations internationales ou des missions commerciales ; plus de subventions ou d'incitation pour les activités liées aux combustibles fossiles.

4) Rejeter les partenariats avec l'industrie fossile : plus de sponsoring ou de partenariat ; plus de partage de scène avec des représentants de l'industrie ; plus d'animation ou de participation aux événements organisés par l'industrie ; plus de don à des partis politiques ou des candidats.

Rejoignez notre appel pour une politique sans combustibles fossiles et signez notre lettre.

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdpkHe10BKkp0g3ZQlcvqQCLmUUQQ84wLxIH6Jxbs_m5rzTbQ/viewform



GREENPEACE



Corporate
Europe
Observatory

